



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/24
10 novembre 2022

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-onzième réunion
Montréal, 5-9 décembre 2022
Point 8(d)(ii) de l'ordre du jour provisoire¹

PLAN D'ACTIVITÉS DU PNUD POUR LA PÉRIODE 2023-2025

Introduction

1. Le présent document contient le plan d'activités du PNUD pour la période 2023-2025² et inclut les activités prévues pour la réduction des substances réglementées par le Protocole de Montréal durant la période 2023-2025. Le descriptif du plan d'activités du PNUD pour la période 2023-2025 est joint au présent document.

2. Le présent document se compose des sections suivantes :

- I. Activités prévues durant la période 2023-2025
- II. Observations du Secrétariat
- III. Rajustements proposés par le Secrétariat
- IV. Indicateurs de rendement
- V. Questions d'orientation
- VI. Recommandation

I. Activités prévues durant la période 2023-2025

3. Le tableau 1 présente, par année, la valeur des activités incluses dans le plan d'activités du PNUD.

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/1

² Un projet de plan d'activités du PNUD pour la période 2023-2025 a été examiné lors de la réunion de coordination interagences tenue à Montréal du 20 au 22 septembre 2022. Le plan d'activités contenu dans le présent document tient compte des questions soulevées lors de la réunion.

Tableau 1. Répartition des ressources figurant dans le plan d'activités du PNUD pour 2023-2025 (\$US)* - telle que soumise

Description	2023	2024	2025	Total (2023–2025)	Total après 2025
Activités concernant les HCFC					
Plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH) approuvés	18 804 697	5 016 764	9 277 467	33 098 928	14 678 907
Préparation de projet de PGEH – phase II	10 000	0	0	10 000	0
PGEH - phase II	110 165	362 461	362 781	835 406	87 200
Préparation de projet de PGEH – phase III	160 500	0	0	160 500	0
PGEH – phase III	10 914 086	11 416 971	14 824 077	37 155 133	19 017 120
Préparation de projet de PGEH – phase IV	90 000	0	0	90 000	0
PGEH – phase IV	0	0	2 093 000	2 093 000	8 374 000
PGEH – efficacité énergétique	443 264	603 860	215 820	1 262 944	0
Sous-total pour les activités concernant les HCFC	30 532 711	17 400 055	26 773 145	74 705 911	42 157 227
Activités concernant les HFC					
Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC – Préparation de projet	861 070	92 145	0	953 215	0
Plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC (KIP)	19 316 252	13 619 387	102 720	33 038 359	77 089 505
KIP – préparation de projets d'investissement	129 000	0	0	129 000	0
KIP – investissement	0	8 963 616	0	8 963 616	0
Préparation de projets de contrôle des émissions de HFC-23	43 000	0	0	43 000	0
Contrôle des émissions de HFC-23	0	8 000 000	0	8 000 000	0
Sous-total pour les activités concernant les HFC	20 349 322	30 675 148	102 720	51 127 190	77 089 505
Activités standard					
Renforcement des institutions	4 211 579	2 311 948	4 211 579	10 735 106	0
Coûts de base	2 157 835	2 172 940	2 188 152	6 518 927	0
Sous-total pour les activités standard	6 369 413	4 484 889	6 399 730	17 254 032	0
Total général	57 251 447	52 560 092	33 275 595	143 087 134	119 246 732

* Incluant les coûts d'appui d'agence, s'il y a lieu.

II. Observations du Secrétariat

II.1 Activités concernant les HCFC

Phase II des PGEH

4. Un montant total de 922 606 \$US est prévu pour la phase II des PGEH pour cinq pays à faible volume de consommation (PFV) afin de parvenir à la réduction de 100 pour cent par rapport à la valeur de référence pour les HCFC (Barbade, Haïti, Mali, Saint-Kitts-et-Nevis et Soudan du Sud) (incluant 835 406 \$US pour la période 2023-2025 et 87 200 \$US pour la période au-delà de 2025).

Phase III des PGEH

5. Un montant total de 56,17 millions \$US est prévu pour la phase III des PGEH pour 10 pays (Angola, Brésil, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Liban, Malaisie, Mexique, Pérou et Timor-Leste)

(incluant 37,16 millions \$US pour la période 2023-2025 et 19,02 millions \$US pour la période au-delà de 2025)³.

Phase IV des PGEH

6. Un montant total de 10,47 millions \$US est prévu pour la phase IV des PGEH pour un pays (Nigeria) (incluant 2,09 millions \$US pour la période 2023-2025 et 8,37 millions \$US pour la période au-delà de 2025) et 90 000 \$US pour la préparation de projet en 2023. Pour l'instant, aucune décision n'a été prise pour permettre l'inclusion de la phase IV des PGEH dans le plan d'activités.

Efficacité énergétique pour les PFV

7. La décision 89/6 a permis aux agences bilatérales et d'exécution, lorsqu'elles soumettent des phases existantes et futures de PGEH pour des PFV, d'inclure le financement associé à la nécessité d'introduire des solutions de remplacement des HCFC avec un faible potentiel de réchauffement de la planète (PRG) et de maintenir l'efficacité énergétique pour l'entretien dans le secteur de la réfrigération.

8. Un montant total de 1,26 million \$US est inclus dans le plan d'activités pour des activités concernant l'efficacité énergétique dans 23 PFV pour la période 2023-2025. Pour deux de ces pays (Cambodge et Maldives) qui ont des accords pour l'élimination complète des HCFC, le PNUD a inclus des activités concernant l'efficacité énergétique dans son plan d'activités, au montant de 64 950 \$US en 2023 bien qu'il n'ait plus aucune demande pour des tranches restantes de PGEH à présenter au nom de ces deux pays dans l'avenir. Par ailleurs, le PNUE a déjà présenté une activité concernant l'efficacité énergétique pour les Maldives à la 91^e réunion, au montant de 113 000 \$US⁴; il n'y a donc plus aucun financement accessible pour le PNUD pour ce pays. La question est traitée dans la section V sur les questions d'orientation.

II.2 Activités concernant les HFC

Préparation de projet de plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP)

9. Un montant total de 953 215 \$US est inclus dans le plan d'activités pour des activités de préparation de projet de KIP⁵ pour 11 pays en 2023-2024. Le PNUD a inclus aussi trois activités de préparation de projet pour des projets d'investissement KIP pour un pays, au montant de 129 000 \$US en 2023.

10. Neuf des 11 pays pour lesquels des activités de préparation de projet KIP ont été incluses, n'ont pas encore ratifié l'Amendement de Kigali mais ils ont remis la lettre requise de leur gouvernement respectif, indiquant leur intention de faire de leur mieux pour ratifier l'Amendement de Kigali.

Plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP)

11. Un montant total de 110,13 millions \$US est inclus dans le plan d'activités pour des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali⁶ pour 30 pays (incluant 33,04 millions \$US pour la période 2023-2025 et 77,09 millions \$US pour la période au-delà de 2025). En outre, le PNUD a inclus aussi des

³ L'inclusion de la phase III des PGEH dans le plan d'activités, y compris la préparation de projet, est autorisée pour des pays dont la phase II du PGEH a été approuvée et dont l'objectif de réduction se situe au-delà de 2024 (décision 88/34(d)).

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/44

⁵ Un financement pourrait être accordé pour la préparation de plans nationaux de mise en œuvre afin de respecter les réductions initiales dans le cadre de la réduction progressive des HFC, au plus tôt, cinq ans avant ces obligations à la suite de la ratification de l'Amendement de Kigali par le pays et conformément aux lignes directrices qui seront approuvées (décision 79/46(b)(iii)). En outre, les activités de préparation de la réduction progressive des HFC pourraient être incluses dans le plan d'activités pour les pays qui n'ont pas ratifié l'Amendement de Kigali mais qui ont remis une lettre précisant l'intention du gouvernement de faire de son mieux pour ratifier l'Amendement de Kigali (décision 84/46(f)). Les lignes directrices pour la préparation des plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali ont été approuvées à la 87^e réunion (décision 87/50).

⁶ Les KIP peuvent inclure de telles activités dans le plan d'activités uniquement pour les pays ayant ratifié l'Amendement de Kigali (décision 84/46(g)).

projets d'investissement KIP pour trois pays, au montant de 8,96 millions \$US en 2024. Tous ces pays ont ratifié l'Amendement de Kigali.

Projets de contrôle des émissions de HFC-23

12. Le plan d'activités du PNUD contient une préparation de projet et un projet d'investissement pour le contrôle des émissions de HFC-23 pour un pays (Inde), au montant de 43 000 \$US en 2023 et 8 millions \$US en 2024, respectivement.

II.3 Coûts de base

13. Les coûts de base⁷ devraient augmenter à un taux annuel de 0,7 pour cent, comme convenu.

III. Rajustements proposés par le Secrétariat

14. Les rajustements au plan d'activités du PNUD pour la période 2023-2025 s'appuient sur des décisions correspondantes du Comité exécutif. En examinant le plan d'activités révisé du PNUD pour la période 2023-2025, le Secrétariat a constaté que les rajustements suivants n'étaient pas inclus :

Tableau 2. Rajustements au plan d'activités du PNUD pour 2023–2025 (\$US)* – tels que proposés par le Secrétariat

Rajustement	2023–2025	Après 2025
Valeurs des PGEH pour refléter les montants réels approuvés en vertu des accords	133 750	0
Préparation de projet pour des KIP conformément à la décision 87/50 ou soumis à la 91 ^e réunion	(229 900)	0
Préparation de projet pour la phase III des PGEH conformément à la décision 71/42	(96 300)	0
Préparation de projet pour la phase IV des PGEH	(90 000)	0
Phase IV des PGEH	(2 093 000)	(8 374 000)
Efficacité énergétique pour des PFV conformément à la décision 89/6	(32 250)	0

* Incluant les coûts d'appui d'agence, s'il y a lieu.

15. Le tableau 3 présente les résultats des rajustements au plan d'activités du PNUD pour la période 2023–2025, proposés par le Secrétariat et qui sont également traités dans le contexte du plan général du Fonds multilatéral pour la période 2023–2025.⁸

Tableau 3. Répartition rajustée des ressources figurant dans le plan d'activités du PNUD pour 2023-2025 (\$US)*

Description	2023	2024	2025	Total (2023–2025)	Total après 2025
Activités concernant les HCFC					
PGEH approuvés	18 938 447	5 016 764	9 277 467	33 232 678	14 678 907
Préparation de projet de PGEH – phase II	10 000	0	0	10 000	0
PGEH - phase II	110 165	362 461	362 781	835 406	87 200
Préparation de projet de PGEH – phase III	64 200	0	0	64 200	0
PGEH – phase III	10 914 086	11 416 971	14 824 077	37 155 133	19 017 120
Préparation de projet de PGEH – phase IV	0	0	0	0	0
PGEH – phase IV	0	0	0	0	0
PGEH – efficacité énergétique	411 014	603 860	215 820	1 230 694	0

⁷ Les coûts de base du PNUD pour 2023 seront examinés à la 91^e réunion (UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/59).

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22

Description	2023	2024	2025	Total (2023–2025)	Total après 2025
Sous-total pour les activités concernant les HCFC	30 447 911	17 400 055	24 680 145	72 528 111	33 783 227
Activités concernant les HFC					
Plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali pour les HFC – Préparation de projet	631 171	92 145	0	723 315	0
Plans de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali (KIP)	19 316 252	13 619 387	102 720	33 038 359	77 089 505
KIP – préparation de projets d'investissement	129 000	0	0	129 000	0
KIP – investissement	0	8 963 616	0	8 963 616	0
Préparation de projets de contrôle des émissions de HFC-23	43 000	0	0	43 000	0
Contrôle des émissions de HFC-23	0	8 000 000	0	8 000 000	0
Sous-total pour les activités concernant les HFC	20 119 423	30 675 148	102 720	50 897 290	77 089 505
Activités standard					
Renforcement des institutions	4 638 301	1 885 226	4 211 579	10 735 106	0
Coûts de base	2 157 835	2 172 940	2 188 152	6 518 927	0
Sous-total pour les activités standard	6 796 136	4 058 166	6 399 730	17 254 032	0
Total général	57 363 470	52 133 369	31 182 595	140 679 434	110 872 732

* Incluant les coûts d'appui d'agence, s'il y a lieu.

IV. Indicateurs de rendement

16. Le PNUD a présenté des indicateurs de rendement conformément à la décision 71/28 dans le descriptif de son plan d'activités. Le Secrétariat a informé le PNUD des objectifs figurant au tableau 4.

Tableau 4. Indicateurs de rendement du PNUD pour 2023

Type d'indicateur	Titre abrégé	Calculs	Objectif pour 2023
Planification-- Approbation	Tranches approuvées	Nombre de tranches approuvées par rapport au nombre prévu*	45
Planification-- Approbation	Projets/activités approuvés	Nombre de projets/activités approuvés par rapport au nombre prévu (incluant les activités de préparation de projet)	30
Mise en œuvre	Fonds décaissés	D'après le décaissement estimé dans le rapport périodique	23 111 673 \$US
Mise en œuvre	Élimination des SAO	Élimination des SAO par la tranche au moment de l'approbation de la prochaine tranche, par rapport au volume prévu dans les plans d'activités*	415,6 tonnes PAO
Mise en œuvre	Achèvement de projets pour les activités	Achèvement de projets par rapport au nombre prévu dans les rapports périodiques pour toutes les activités (excluant la préparation de projet)	39
Administratif	Rapidité de la clôture financière	Proportion de projets financièrement clos, 12 mois après l'achèvement du projet	70%
Administratif	Présentation des rapports d'achèvement dans les délais prévus	Nombre de rapports d'achèvement de projet présentés dans les délais prévus, par rapport au nombre convenu	Dans les délais prévus (9)
Administratif	Présentation des rapports périodiques dans les délais prévus	Présentation des rapports périodiques, des plans d'activités et des réponses, dans les délais prévus, sauf s'il en a été convenu autrement	Dans les délais prévus

* L'objectif d'une agence serait réduit si elle n'a pas été en mesure de soumettre une tranche à cause d'une autre agence principale ou de coopération, si l'autre agence est d'accord.

V. Questions d'orientation

17. Le PNUD a présenté les questions d'orientation suivantes au sujet de la phase IV des PGEH et des activités relatives à l'efficacité énergétique pour les PFV qui n'ont plus de demandes à soumettre au Comité exécutif pour des tranches restantes. Ces deux questions sont examinées dans le cadre du plan d'activités général du Fonds multilatéral pour la période 2023-2025.⁹

V.1 Demande pour la phase IV de PGEH

18. Le PNUD a inclus la phase IV du PGEH pour le Nigeria et la préparation de projet dans son plan d'activités. La phase II du PGEH pour le Nigeria a été approuvée pour la période 2018 à 2023 afin de réduire la consommation de HCFC de 35 pour cent de la valeur de référence du pays en 2020, et de 51,35 pour cent d'ici 2023, en prenant note que l'approbation de la phase II du PGEH n'empêchait pas le Nigeria de soumettre, pas avant 2020, la phase III du PGEH (décision 81/40). Le Nigeria a soumis une demande pour la phase III à la 91^e réunion¹⁰, avec un plan de réduction de la consommation de HCFC de 67,5 pour cent de la valeur de référence en 2025. Normalement, les pays qui ne sont pas des PFV parviennent à l'élimination complète des HCFC par un PGEH en trois phases. Toutefois, ce pays aura besoin de présenter une demande pour la phase IV de son PGEH en 2025 (avec une préparation de projet en 2023) pour mener des activités durant la période 2025-2030 en vue de l'élimination complète des HCFC.

V.2 Application de la décision 89/6 pour les PFV qui n'ont aucune demande pour des tranches restantes de leur PGEH

19. Tandis que la décision 89/6 permet aux PFV d'accéder à du financement supplémentaire pour la nécessité d'introduire des solutions de remplacement des HCFC par des frigorigènes à PRG faible ou nul afin de maintenir l'efficacité énergétique pour l'entretien dans le secteur de la réfrigération, lorsqu'ils soumettent des tranches pour des phases existantes ou futures de PGEH, le PNUD a inclus dans son plan d'activités, des activités visant l'efficacité énergétiques pour deux PFV ayant des accords pour l'élimination complète des HCFC et qui n'ont plus aucune demande pour des tranches restantes de leur PGEH, à présenter aux fins d'examen par le Comité exécutif. Le PNUD a indiqué que ce financement supplémentaire soutiendrait les efforts de ces pays au titre de l'Amendement de Kigali pour les raisons énoncées ci-dessous.

Cambodge

20. Le pays s'est engagé à éliminer complètement les HCFC d'ici 2030;¹¹ toutefois le PNUD n'a plus de demandes pour des tranches restantes de PGEH à soumettre au nom de ce pays. Les fonds demandés pour des activités visant l'efficacité énergétique aideraient le gouvernement à élargir son approche actuelle durant le processus de préparation du plan de mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, par la mise en œuvre d'activités pilotes/de démonstration en matière d'efficacité énergétique, la collecte des leçons tirées et le partage d'expériences, pertinents pour l'Amendement de Kigali et en ligne avec les politiques du Protocole de Montréal. Ces projets et expériences pilotes généreront des connaissances qui pourront être intégrées et répliquées dans la stratégie globale du KIP pour le Cambodge.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/22

¹⁰ UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/49

¹¹ Annexe XII au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/70/59

Maldives

21. Le pays est déjà parvenu à l'élimination complète des HCFC en 2020.¹² Les fonds demandés pour les activités reliées à l'efficacité énergétique profiteraient au sondage mené par les Maldives auprès du secteur des pêches de petite échelle avec un soutien bilatéral en 2022. L'objectif est d'évaluer l'équipement de réfrigération associé à la pêche sur les navires de pêche locaux. Le soutien du Fonds multilatéral est nécessaire en 2023 pour des activités qui appuient le déploiement de technologies sans SAO et augmentent la capacité dans ce secteur.

VI. Recommandation

22. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- (a) Prendre note du plan d'activités du PNUD pour la période 2023-2025, contenu dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/24; et
- (b) Approuver les indicateurs de rendement pour le PNUD, tels qu'énoncés dans le tableau 4 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/91/24.

¹² Annexe X au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/69/40



Empowered lives.
Resilient nations.

**Executive Committee of the Multilateral Fund
for the Implementation of the Montreal Protocol**

UNDP 2023

Business Plan Narrative

91st Meeting, 28 November – 2 December 2022, Montreal,
Canada

I. Introduction

The 2023-2025 UNDP Business Plan for the Multilateral Fund for the Montreal Protocol provides the Executive Committee with estimates of the funding levels needed to achieve the 2025 control measure for HCFCs and to support the phase-down of HFCs.

It should be noted that planned activities included in the 2023 column are relatively firm, while future years are indicative and are provided for planning purposes only.

In 2022, while the COVID-19 pandemic continued to impose limitations on project implementation, Article 5 countries and UNDP were able to adapt some of our operations in order to ensure the continuation of the implementation of activities under the Multilateral Fund. Therefore, we have continued providing assistance to countries to ensure that they meet their control targets under the Montreal Protocol on a timely basis. Furthermore, recognizing the importance and the need for capacity building for the implementation of the Kigali Amendment, UNDP will continue organizing online webinars on technical topics to exchange information among Article 5 countries and provide training to the NOUs and stakeholders remotely.

This narrative is based on an excel table that is included as Annex 1 to this report. The excel table lists all the ongoing and planned UNDP activities for which funding is expected during the period 2023 through 2025. Figures are also provided for the years 2026-2030, which are mainly related to Stage II HPMP approvals and Stage III HPMPs and HFC phase-down activities, which may be requested 5 years before the first commitment (for Group 1 countries: 2024; Group 2 countries: 2028).

In preparing this business plan, the relevant Executive Committee decisions on Business Planning, Stage I and Stage II HPMPs, HCFC investment and demonstration projects, and HFC enabling activities and stand-alone investment projects (60/44, 71/18, 71/42, 72/20, 72/40, 73/27, 74/18, 74/50, 74/51, 78/3, 79/45, 79/46, 79/47, 82/45, 84/46, 87/50 and 89/6) as well as country requests have been taken into consideration. As agreed with the Secretariat, activities which were included in UNDP's 2022 Business Plan, but were not submitted in 2022 were reflected in the 2023 Business Plan as well.

The activities included for 2023 can be summarized as follows:

- Several HCFC-related activities, some of which have resulted directly from the approval of Stage I and II in the previous years worth US\$ 18.8 million;
- Stage II, III and IV HPMP preparation requests for Lebanon, Nigeria and South Sudan;
- Stage I HPMP request for Mali
- Stage II and III HPMP requests for five countries (Haiti, Indonesia, Iran, Lebanon and Malaysia) to meet the 2025 and 2030 control targets;
- HFC preparation requests for eight countries (Belize, Egypt, Georgia, Haiti, Indonesia, Iran, Philippines and Timor Leste);
- Preparation for four HFC investment demonstration projects in India;
- Kigali Implementation Plans for twenty countries worth \$19.3 million.
- 22 ongoing institutional strengthening activities, of which fourteen will request an extension in 2023 for a combined amount of US\$ 4.2 million;
- Activities to introduce alternatives to HCFCs with low or zero GWP and for maintaining energy efficiency in the refrigeration servicing sector (Decision 89/6) in ten countries; and
- One global request for the Core Unit support cost.

The countries' needs have been calculated based on approved HPMPs and reported HCFC baseline consumption. Most HPMPs for non-LVCs include investment projects for the conversion of manufacturing enterprises to HCFC-free alternatives.

Figures for the new Stage III HPMP activities in 2023 and beyond were based on the Stage II guidelines that were approved at the 74th meeting and on a calculation of up to 67.5% or total phase-out for most countries. The year of the first tranche and the duration were determined on a country basis depending on the local context of the country. Stage III PRP was entered one to two years before the last tranche of Stage II of the HPMP is due with the exception of a few cases.

For countries that have requested preparation funding for HFC management plans but not ratified Kigali yet, letters of intention to ratify Kigali have been sought. It should be noted that UNDP will request HFC preparation for a few countries that weren't included in the business plan once they ratify the Kigali Amendment. In order to calculate the funding levels for HFC preparation, the guidelines for HFC preparation contained in ExCom document 87/46 were applied.

As the HFC guidelines have not been approved by the Executive Committee yet, in order to estimate the countries' needs for KIPs, we based the amounts on what was received for the Stage I HPMP phaseout but estimated 1.5 times more for non LVCs and 2 times more for LVCs. Considering the high demand of cooling in developing countries, the HFC phase-down is very challenging in terms of the high growth rate in recent years and the dramatic technology changes that will be needed. The HFC phase-down will require interventions in advance to curb the growth and transform the market, which will require more resources, especially for LVCs. In addition, the proliferation of HFC blends (some are mixtures of HCFCs + HFCs; many new products recently launched) and the difficulties of the servicing sector to handle the blends and alternatives as compared to the HCFC phaseout, among other factors, will cause the HFC phasedown to be more complicated and challenging. UNDP will discuss with A5 countries on the opportunities of integrated interventions if they are in the position to do so.

Taking into factor these considerations, the expected business planning value is **US\$ 57.3 million for 2023** and **US\$ 52.6 million for 2024** (including support costs). This funding translates to the phase out of **415.3 ODP tonnes in 2023** and **168.0 ODP tonnes in 2024**.

II. Resource allocation

As referenced in the Introduction section, UNDP's primary focus in 2023-2025 will be on assisting countries to meet the 2025 HCFC control target and supporting them for the upcoming HFC freeze and phasedown. In addition, the renewal of institutional strengthening projects is also a component of UNDP's 2023-2025 Business Plan.

The total budget for 2023 for the above activities is US\$ **55** million (including support costs) plus US\$ 2.2 million core unit funding for UNDP. Table 1 below summarizes the resource allocation of UNDP's 2023 Business Plan. The projects are grouped into various categories, which are described in the following summary table.

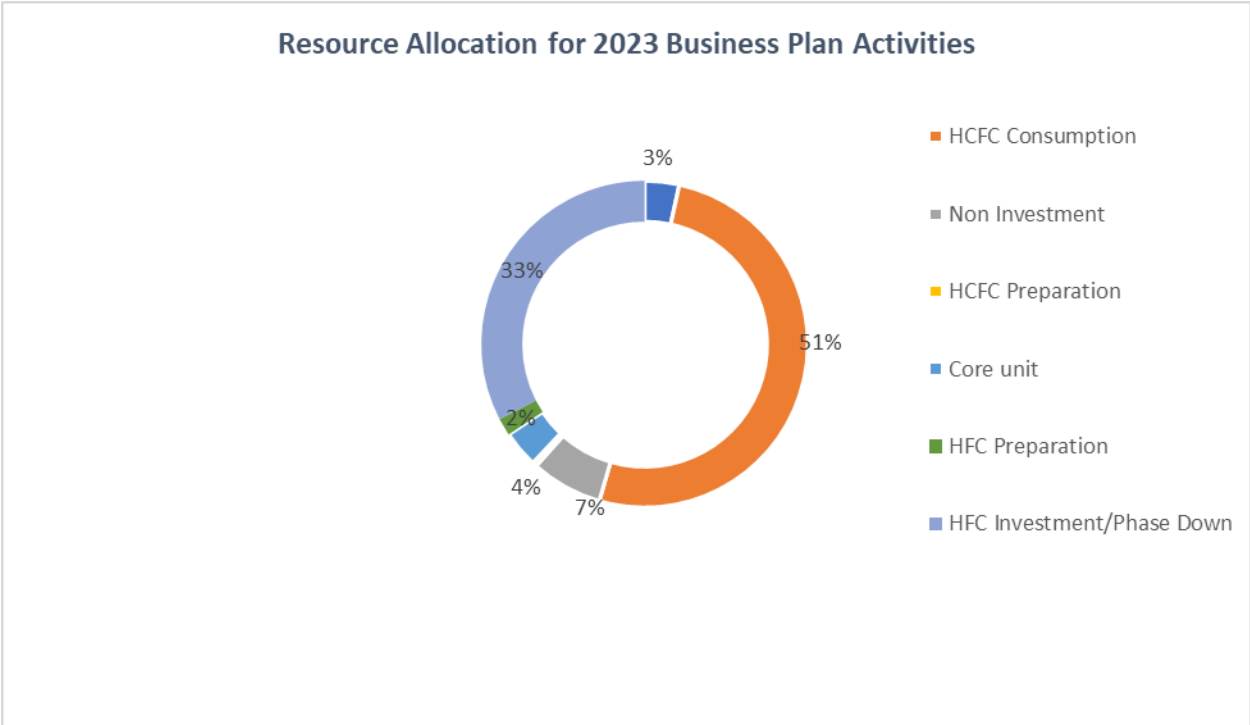
Table 1: UNDP 2023-2025 Business Plan Resource Allocations¹

Category	2023 Value	2024 Value	2025 Value
Approved HPMP Stages	18,774,597	5,016,764	9,277,467
New HPMP Stages	11,054,350	11,779,431	17,279,858
HCFC Preparation	260,500	0	-

¹ All values include agency support costs.

HFC Phase Down Investment Preparation	172,000	0	0
HFC Phase Down Investment Project	0	16,963,616	-
HFC Phase Down Preparation	861,070	92,145	-
HFC Phase Down	19,316,252	13,619,387	102,720
INS	4,211,579	2,311,948	4,211,579
Core Unit	2,157,835	2,172,940	2,188,152
HPMP - Additional	443,264	603,860	215,820
	57,251,447	52,560,092	33,275,595

Chart 1: UNDP Resource Allocation for 2023 Business Plan Activities

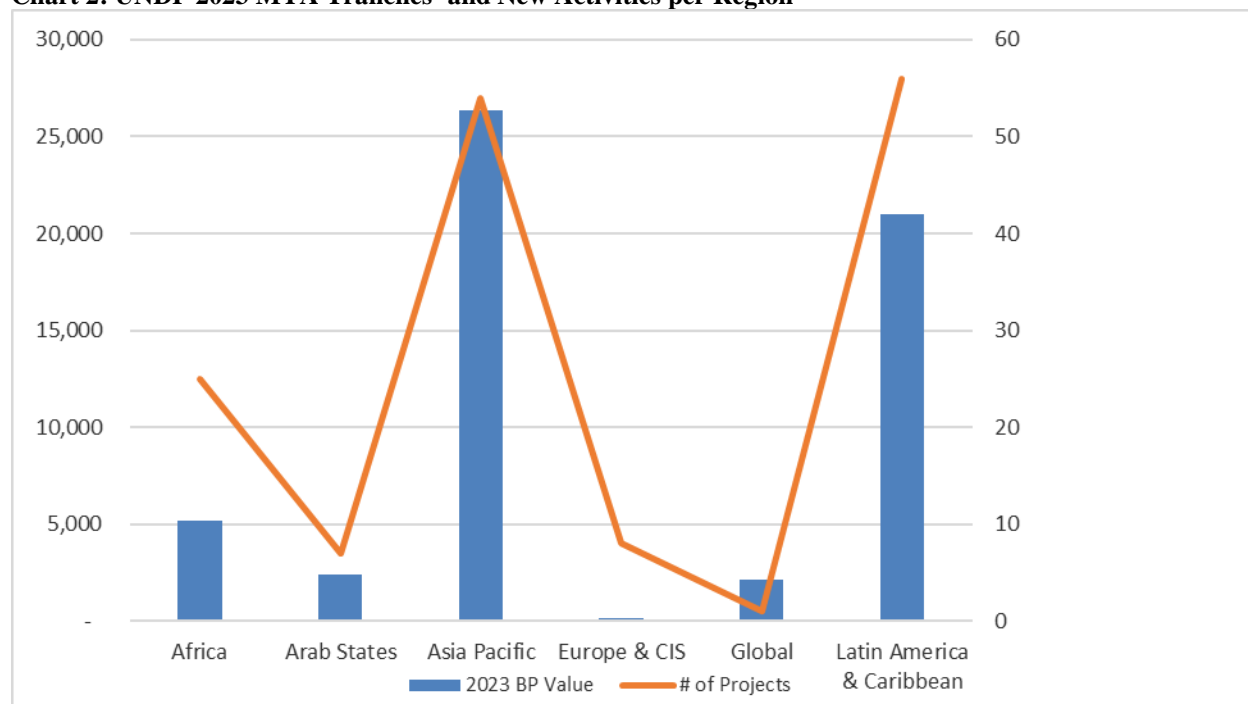


III. Geographical distribution

The UNDP Business Plan will once again cover all five regions (Africa, Arab States, Asia Pacific, Europe & CIS, Global, and Latin America and the Caribbean), with approved and new activities in 55 countries, 41 of which have funding requests in 2023. The number of activities and budgets per region for 2023 is listed in Chart 1.

It should be noted that the budget amounts are in direct correlation with the amount of ODS that a country/region consumes. The main priority areas of focus in the five regions will be Stage II and III HPMPs, preparatory assistance for Stage II and III HPMPs, preparing countries for the HFC phasedown, and institutional strengthening projects.

Chart 2: UNDP 2023 MYA Tranches² and New Activities per Region³



*This graph doesn't include the Ozone programmes in the CIS that are funded by the GEF.

IV. Programme Expansion in 2023

4.1. Background

UNDP's 2023-2025 Business Plan has mostly been developed by taking previous years' business plans into consideration, applying the relevant Executive Committee decisions on Business Planning, Stage I and Stage II HPMPs, investment and demonstration projects, and through communication with Article 5 countries that have expressed an interest in working with UNDP to address their compliance and other needs.

Clarifications were sought and overlaps were resolved during discussions with the MLF Secretariat and other Implementing and bilateral Agencies prior to, during and post the Inter-Agency Coordination meeting held on 20 - 22 September 2022 in Montreal.

Countries Contacted. All activities listed are either deferred from the prior year's business plan, or have active project preparation accounts ongoing, or were included based on requests from the countries concerned. UNDP will continue to provide technical and advisory support to all the countries assisted during Stage I and Stage II.

Coordination with other bilateral and implementing agencies. As in the past, during 2023, UNDP will continue to collaborate with both bilateral and other implementing agencies, as lead agency or cooperating agency. Collaborative arrangements in programming will continue with bilateral agencies, including the Governments of Canada, France, Italy, and Japan.

²All values include agency support costs.

³ EUR contains CIS-countries that receive MLF funding.

4.2. Non-investment projects

UNDP's planned non-investment projects in 2023 are worth more than US\$ 3.2 million, including support costs. This list excludes institutional strengthening and includes one global request under the core unit, and HCFC and HFC preparation funding.

Details on all these requests will also be included in the respective Work Programmes to be submitted throughout 2023.

Table 3: Individual Non-Investment projects (DEM/TAS) in 2023

Country	Sector and Subsector	Value in 2023
South Sudan	HPMP Preparation - Stage II	10,000
Lebanon	HPMP Preparation - Stage III	160,500
Nigeria	HPMP Preparation - Stage IV	90,000
India	Preparation for HFC Phase Down Investment Project	43,000
India	Preparation for HFC Phase Down Investment Project	43,000
India	Preparation for HFC Phase Down Investment Project	43,000
India	Preparation for HFC Phase Down Investment Project	43,000
Belize	HFC Phase Down Preparation	41,730
Egypt	HFC Phase Down Preparation	66,000
Georgia	HFC Phase Down Preparation	45,000
Haiti	HFC Phase Down Preparation	91,000
Indonesia	HFC Phase Down Preparation	110,000
Iran (Islamic Republic of)	HFC Phase Down Preparation	110,000
Philippines	HFC Phase Down Preparation	121,240
Timor Leste	HFC Phase Down Preparation	30,000
Global	Core Unit	2,157,835
		3,205,305

In addition, UNDP will prepare 14 non-investment Institutional Strengthening project extensions in 2023, as indicated in the table below. The total value of IS renewal programming in 2023 is US\$ 4.2 million. An additional 9 IS renewals (Argentina, Cuba, Ghana, Haiti, Indonesia, Iran, Nigeria, Panama, Sri Lanka) will be submitted in 2024 and are thus not shown in the table below.

Table 4: Non-Investment Institutional Strengthening requests

Country	Sector and Subsector	Value in 2023
Bangladesh	Institutional Strengthening	178,048
Brazil	Institutional Strengthening	480,730
Chile	Institutional Strengthening	255,499
China	Institutional Strengthening	534,144
Colombia	Institutional Strengthening	377,462
Costa Rica	Institutional Strengthening	192,447
Georgia	Institutional Strengthening	90,950
India	Institutional Strengthening	511,176
Lebanon	Institutional Strengthening	212,411
Malaysia	Institutional Strengthening	382,803
Pakistan	Institutional Strengthening	307,430
Trinidad and Tobago	Institutional Strengthening	90,950
Uruguay	Institutional Strengthening	206,536
Venezuela	Institutional Strengthening	390,994
		4,211,579

V. Activities included in the Business plan that needs special consideration

While Section IV dealt specifically with 2023 activities only, section V is related to all years.

HCFC Demonstration Projects

Implementation of HCFC Phase-out Management Plans (HPMPs) in developing countries involves technology and policy interventions for phasing out HCFCs, to comply with the control targets of the accelerated HCFC phase-out schedule.

UNDP has significant experience in facilitating technology assessments of emerging alternatives (Methyl formate, Methyl Al, CO₂, R-32, Ammonia, hydrocarbons, etc.) in various sectors which demonstrated low GWP alternatives to HCFCs using various technologies in a number of priority sectors. Please see below the table for a detailed list of the countries, project titles and status of these projects. The factsheets on these projects are available on the [MLF website](#).

The table below provides details on all the UNDP demonstration projects funded by the MLF for HCFC phaseout.

Project Title	Country	Sector/Subsector/Applications	Status
Pilot project to validate methylal as blowing agent in the manufacture of polyurethane foam	Brazil	PU Foam Non-insulation and insulation foam	Completed
Pilot project for validation of methyl formate as a blowing agent in the manufacture of polyurethane foam	Brazil	PU Foam/Flexible, integral skin, rigid insulation foam	Completed
Demonstration project for conversion from HCFC-22 technology to ammonia/CO ₂ technology in the manufacture of two-stage refrigeration systems for cold storage and freezing applications at Yantai Moon Group Co. Ltd.	China	Industrial and commercial refrigeration (ICR) /Cold storage and freezing applications	Completed
Demonstration project for conversion from HCFC-22 technology to HFC-32 technology in the manufacture of commercial air-source chillers/heat pumps at Tsinghua Tong Fang Artificial Environment Co. Ltd.	China	Industrial and commercial air-conditioning Unitary and multi-connected air-conditioning (AC) and heat pumps	Completed
Demonstration of the application of an ammonia/carbon dioxide refrigeration system in replacement of HCFC-22 for the medium-sized producer and retail store of Premezclas Industriales S.A.	Costa Rica	Industrial and commercial refrigeration	Completed
Assessment of the use in Colombia of the supercritical CO ₂ technology	Colombia	PU Foam/Spray foam	Completed
Demonstration project to validate the use of hydrofluoro-olefins for discontinuous panels in Article 5 parties through the development of cost-effective formulations	Colombia	Rigid Foam	Completed
Demonstration of low-cost options for the conversion to non-ODS technologies in polyurethane foams at very small users	Egypt	Rigid Foam	Completed
Conversion from HCFC-22/HCFC-142b	China	Extruded polystyrene (XPS) foam	Completed

technology to CO2 with methyl formate co-blowing technology in the manufacture of extruded polystyrene foam at Feininger			
Validation of use of HFO-1234ze as a blowing agent in the manufacture of extruded polystyrene foam board stock	Turkey	Extruded polystyrene (XPS) foam	Completed
Validation/Demonstration of low-cost options for the use of hydrocarbons as foaming agent in the manufacture of PU foam	Egypt	PU Foam Rigid and integral skin foam	Completed
Pilot project for validation of methyl formate in microcellular polyurethane applications (phase I)	Mexico	Integral skin foam	Completed
Demonstration project for conversion from HCFC-141b-based technology to isoparaffin and siloxane (KC-6) technology for cleaning in the manufacture of medical devices at Zhejiang Kindly Medical Devices Co. Ltd.	China	Solvents	Completed
Demonstration project for ammonia semi-hermetic frequency convertible screw refrigeration compression unit in the industrial and commercial refrigeration industry at Fujian Snowman Co. Ltd.	China	Industrial and Commercial Refrigeration Compressor	Completed
Demonstration project (R290) for HCFC phase-out in the manufacturing of commercial air conditioning equipment in industrials THERMOTAR LTDA.	Colombia	Commercial Air-Conditioning	Completed
Demonstration Project for Fisheries Sector in the Maldives	Maldives	Refrigeration in Fishery Sector	Completed
Punta Cana District Cooling Feasibility Study	Dominican Republic	Air conditioning sector/not-in-kind technology	Completed

HFC Enabling Activities, Stand-alone Investment Projects and Kigali Preparatory Funds

As per ExCom decision 79/46, the Executive Committee allowed for the submission of HFC enabling activities, which will support the early ratification of the Kigali Amendment. These activities supported Parties in the ratification process. Countries undertook a range of enabling activities to help their national ozone units fulfill their initial obligations with regards to HFC phase-down, in line with the Kigali Amendment, including country-specific activities aimed at initiating support on institutional arrangements, the review of licensing systems, data reporting on HFC consumption and production and the national strategies. UNDP assisted nineteen countries and preparing them for ratification of the Kigali Amendment, out of which fourteen countries (China, Colombia, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Fiji, Haiti, Jamaica, Lebanon, Panama, Paraguay, Peru, Trinidad & Tobago, Uruguay) have completed these activities. Overall, the general conclusion that can be drawn is that the initial 18 months allocated to undertake the tasks required under the enabling activities was not sufficient. These activities required more time than originally planned due to the need to consult an extended range of stakeholders and to review, assess and analyze the complex regulatory frameworks that starts with the ratification process in Parliaments and is extended to all pieces of legislation that currently only consider ozone depleting substances. Additionally, for some countries, the linkages of the Kigali Amendment Enabling Activities with energy-efficiency related entities was complex and needed to be built from scratch. As of September 2022, of the 19 countries for which UNDP supported the HFC EAs, 13 have ratified the Kigali Amendment.

The Executive Committee (ExCom decision 79/45) has also allowed for the preparation of stand-alone investment projects, which will support the phase-down of HFCs. Investment projects that will help to

reduce the HFCs consumption at the enterprise level will be considered by the ExCom on a case-by-case basis. UNDP has assisted seven countries (Bangladesh, China, Colombia, Dominican Republic, Egypt, Mexico, and Zimbabwe) with preparing such projects. Of these countries, five countries (Bangladesh, China, Dominican Republic, Mexico and Zimbabwe) have been approved by the Executive Committee and four projects have been completed.

As of September 2022, UNDP has also received approval from the Multilateral Fund to provide support to 28 countries to prepare their Kigali Implementation Plans as the lead or cooperating agency. For more details on these countries, please see the table below.

Country	MLF Number	Project Title
Angola	ANG/KIP/88/PRP/24	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Bangladesh	BGD/KIP/90/PRP/58	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Bhutan	BHU/KIP/87/PRP/29	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Chile	CHI/KIP/88/PRP/207	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Colombia	COL/KIP/87/PRP/110	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Costa Rica	COS/KIP/87/PRP/63	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Cuba	CUB/KIP/87/PRP/65	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Dominican Republic	DOM/KIP/87/PRP/73	Preparation of Kigali HFC implementation plan
El Salvador	ELS/KIP/88/PRP/44	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Fiji	FIJ/KIP/88/PRP/41	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Ghana	GHA/KIP/87/PRP/51	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Grenada	GRN/KIP/88/PRP/28	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Cambodia	KAM/KIP/88/PRP/40	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Kyrgyzstan	KYR/KIP/87/PRP/45	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Laos PDR	LAO/KIP/87/PRP/39	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Lebanon	LEB/KIP/87/PRP/98	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Maldives	MDV/KIP/87/PRP/36	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Mexico	MEX/KIP/87/PRP/195	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Mozambique	MOZ/KIP/90/PRP/36	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Nigeria	NIR/KIP/87/PRP/156	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Panama	PAN/KIP/87/PRP/53	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Paraguay	PAR/KIP/87/PRP/42	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Peru	PER/KIP/87/PRP/59	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Sri Lana	SRL/KIP/87/PRP/59	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Eswatini	SWA/KIP/87/PRP/33	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Trinidad & Tobago	TRI/KIP/87/PRP/40	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Turkiye	TUR/KIP/90/PRP/112	Preparation of Kigali HFC implementation plan
Uruguay	URU/KIP/87/PRP/77	Preparation of Kigali HFC implementation plan

VI. General Overview on Assistance to Countries in Non-Compliance

In UNDP's portfolio, all countries are currently in compliance with the HCFC phase-out schedule. The actions have been taken by the NOUs, with support from UNDP, when there are discrepancies in data reporting and issues related to the licensing system were identified either in the review process by the MLF Secretariat or in the verification report.

VII. Policy Issues

Stage IV HPMP Request for Nigeria: The original submission of Nigeria’s request for Stage II HPMP to the 81st meeting of the Executive Committee aimed to reduce 67.5% of the HCFC consumption by 2025. However, during the discussion at the meeting the Executive Committee members raised questions regarding the consumption of HCFCs and technology selection in the commercial refrigeration sector. After the discussions, the Executive Committee decided to delay the funding of the activities in the commercial refrigeration sector and approved the second stage for the period 2018 to 2023 to reduce HCFC consumption by 35 per cent of the baseline in 2020 and by 51.35 per cent by 2023, Decision 81/40 also noted that the approval of stage II of the HPMP did not preclude Nigeria from submitting, not earlier than 2020, stage III of the HPMP. Nigeria submitted the request for the third stage to the 91st Executive Committee meeting and it is planned that the third stage will reduce the HCFC consumption by 67.5 percent in 2025. Therefore, Nigeria will need to request Stage IV HPMP in 2025 to undertake activities in 2025-2030 for a complete phase out of HCFCs. Usually, non-LVC countries achieve the full HCFC phase out in three stages of an HPMP. Considering this explanation, the Executive Committee is requested to allow Nigeria to submit the fourth stage request (with PRP in 2023) in 2025.

Application of Decision 89/6 for LVCs that have no more remaining HPMP tranches: While Decision 89/6 allows LVCs to access additional funding associated with the need for the introduction of alternatives to HCFCs with low or zero global-warming potential (GWP) and for maintaining energy efficiency in the refrigeration servicing sector when submitting existing and future HPMPs tranches, UNDP has included two countries that have no more remaining HPMP tranches into our business plan. This additional funding would still be beneficial for these LVCs’ efforts under Kigali and the specific reasons for their inclusion are outlined below:

Cambodia: 100% HCFC phase out is committed by 2030 like most LVCs, however, UNDP has no remaining HPMP tranches to request. These funds will assist the Government to expand their current approaches during the KIP preparation process through implementing pilot/demonstration activities related to energy efficiency and collect lessons and share experiences on areas of work that are relevant for the Kigali Amendment and aligned to MLF Policies. These pilots/experiences will generate knowledge that can be incorporated and replicated in the Cambodia’s KIP over-arching strategy.

Maldives: Maldives has already achieved 100% phaseout of HCFCs. However, these funds would be beneficial to the small-scale fishery sector survey Maldives is conducting with bilateral support in 2022. The objective is to assess fisheries-related refrigeration equipment in local fishing vessels. MLF support is needed in 2023 for activities that sustain the deployment of non-ODS technologies and increase capacity in the sector.

VIII. 2022 PERFORMANCE INDICATORS

Decision 71/28 of the Executive Committee approved the following indicators to allow for the evaluation of performance of implementing agencies, with the weightings indicated in the table below. UNDP has added a column containing the “2023 targets” for those indicators. Some of these targets can be extracted from UNDP’s 2023 business plan to be approved at the 91st ExCom meeting in November 2022. It should however be noted that this table is usually revised at that meeting, depending on the decisions that are taken. Other targets will be known once the prior year’s progress report is submitted.

Category of performance indicator	Item	Weight	UNDP's target for 2023	Remarks
Planning/Approval	Number of tranches approved vs. those planned*	10	44	18 approved multi-years, 6 planned HPMPs, 20 KIPs
Planning/Approval	Number of projects/activities approved vs. those planned (including project preparation activities)**	10	31	14 IS, 1 TAS, 16 PRP
Implementation	Funds disbursed (based on estimated disbursement in progress report)	15	\$23,111,673	As determined by the 2020 Progress Report.
Implementation	ODS phase-out for the tranche when the next tranche is approved vs. those planned per business plans	25	415	ODS Phaseout associated with 24 HPMP tranches
Implementation	Project completion vs. planned in progress reports for all activities (excluding project preparation)	20	39	As determined by the 2021 Progress Report.
Administrative	The extent to which projects are financially completed 12 months after project completion	10	TBD	70% of those due as determined by the 2021 Progress Report.
Administrative	Timely submission of project completion reports vs. those agreed	5	On time	TBD
Administrative	Timely submission of progress reports and business plans and responses unless otherwise agreed	5	On time	TBD

* The target of an agency will be reduced if we could not submit a tranche owe to another cooperating/lead agency, if agreed by that agency.

** Project preparation should not be assessed if the Executive Committee has not taken a decision on its funding.

Note: As per usual practice, all the above indicators will be revised during the 91st ExCom, depending on which programmes are allowed to stay in the business plan in those meetings.